



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quarante-neuvième session

Centre international de conférences de Genève (CICG), Genève (Suisse)

6-10 juillet 2026

AUTRES QUESTIONS RELATIVES À DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CODEX

(Document établi par le secrétariat du Codex)

Introduction

1. Le présent document traite des questions qui ne relèvent pas des autres points de l'ordre du jour. À cette occasion, les sept points suivants (A à G) sont présentés à la 49^e session de la Commission du Codex Alimentarius (CAC49), pour examen:
 - A. Mandat révisé du groupe de travail électronique conjoint (GTE conjoint) du Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) et du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRVDF) (CX/CAC 26/49/14 Add.1), y compris le projet d'ordre du jour provisoire de la session conjointe à distance du CCPR et du CCRVDF;
 - B. Mention du pays de récolte sur les étiquettes d'épices (CX/CAC 26/49/14 Add.2);
 - C. Mandat du Comité du Codex sur les fruits et légumes traités (CCPFV) (CX/CAC 26/49/14 Add.3);
 - D. Mandat du Comité du Codex sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP);
 - E. Pratiques de travail en vue de l'incorporation et de l'approbation des dispositions relatives aux additifs alimentaires examinées par les comités s'occupant de produits et les comités de coordination;
 - F. Plans d'échantillonnage de l'histamine pour les normes relatives au poisson et aux produits de la pêche;
 - G. Orientations sur l'intégration des textes du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) aux normes relatives aux produits; et
 - H. Projet de limites maximales de résidus (LMR) pour la somatotropine recombinante (STBr).

Questions à examiner

A. GROUPE DE TRAVAIL ÉLECTRONIQUE CONJOINT DU COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES (CCPR) ET DU COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES DANS LES ALIMENTS (CCRVDF)

2. Une réunion en ligne du groupe de travail électronique conjoint du CCPR et du CCRVDF (GTE conjoint, ou «groupe de travail en ligne») s'est tenue les 28 et 29 avril 2026, et le rapport de cette réunion sera publié en temps voulu sur la page web du GTE conjoint¹, à titre d'information.
3. Le document CX/CAC 26/49/14-Add.1 présente un résumé des activités menées par le GTE conjoint du CCPR et du CCRVDF à la suite de la 48^e session de la Commission, ainsi que des recommandations pour sa 49^e session.
4. En particulier, le groupe de travail en ligne a demandé à la Commission, à sa 49^e session, de modifier son mandat en y incluant une nouvelle tâche. En outre, une session conjointe à distance du CCPR et du CCRVDF sera programmée à la suite de la réunion du groupe de travail en ligne, tel qu'approuvé par la Commission à sa 48^e session. À cette fin, le GTE conjoint a été chargé de préparer un projet d'ordre du jour provisoire pour cette session. Le projet d'ordre du jour provisoire est présenté à l'annexe 1 du document CX/CAC 26/49/14-Add.1 pour examen et approbation par la Commission à sa 49^e session.

¹ <https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/committees/committee/fr/?committee=CCPR-CCRVDF>.

Recommandations

5. La Commission, à sa 49^e session, est invitée à:
- i. noter que:
 - a. le GTE conjoint a tenu une réunion virtuelle les 28 et 29 avril 2026, conformément à la décision de la Commission à sa 48^e session;
 - b. les recommandations relatives à l'harmonisation des LMR et des descripteurs d'aliments seront examinées lors de la session conjointe à distance du CCPR et du CCRVDF, afin de formuler des recommandations en vue de leur adoption par la Commission, à sa 50^e session (2027);
 - c. le rapport complet de la réunion en ligne du GTE conjoint sera disponible sur la page web dédiée du CCPR et du CCRVDF;
 - ii. approuver la nouvelle tâche du GTE conjoint et l'incorporer aux attributions révisées dudit groupe;
 - iii. approuver le projet d'ordre du jour provisoire de la session conjointe à distance du CCPR et du CCRVDF, tel qu'indiqué à l'annexe 1.

B. MENTION DU PAYS DE RÉCOLTE SUR LES ÉTIQUETTES D'ÉPICES

6. La mention du pays de récolte sur les étiquettes d'épices et d'herbes culinaires a fait l'objet de discussions lors de plusieurs sessions du Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH) et du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL).
7. Le CCFL, à sa 48^e session (2024), avait examiné la demande du CCSCH visant à approuver les dispositions relatives à la mention du pays de récolte sur l'étiquette dans la *Norme sur les parties florales séchées – safran* (CXS 351-2022). Cependant, le Comité n'a pas pu parvenir à un consensus pour approuver le caractère obligatoire de la mention du pays de récolte, et a donc renvoyé la question à la 87^e session du Comité exécutif de la Commission (2024), ainsi qu'à la 47^e session de la Commission (2024) pour examen.
8. Le Comité exécutif, à sa 87^e session (2024), a reconnu la nécessité d'une solution inclusive, rapide et économe en ressources, et a formulé plusieurs recommandations à l'intention de la Commission pour examen à sa 47^e session.
9. La Commission, à sa 47^e session, a convenu: a) d'avoir recours à l'envoi d'une lettre circulaire pour rechercher des solutions potentielles concernant la mention du pays de récolte sur les étiquettes d'épices; b) de créer un groupe de travail électronique présidé conjointement par le Canada et la République islamique d'Iran et coprésidé par l'Inde et Madagascar, afin d'examiner les informations recueillies à partir des commentaires sur la lettre circulaire ainsi que des discussions menées au sein du CCSCH, du CCFL et à la 47^e session de la Commission, et de faire part des solutions éventuelles. Les observations soumises en réponse à la lettre circulaire CL 2025/07-FL ont été transmises aux présidents des groupes de travail électroniques ainsi qu'au CCSCH pour examen, conformément aux instructions de la Commission.
10. Le CCFL, à sa 49^e session (2026), a examiné l'utilisation de la mention du pays de récolte sur les étiquettes d'épices, a approuvé les recommandations révisées présentées par le président du CCFL et a convenu d'informer la Commission des résultats de ces discussions. Le CCFL a recommandé que la Commission transmette les neuf conclusions, telles qu'approuvées par le CCFL à sa 49^e session, au CCSCH, afin qu'elles servent de principes directeurs à ce dernier lors de la détermination des dispositions relatives à l'étiquetage prévoyant la mention du pays d'origine pour les épices et les herbes culinaires.
11. Le CCFL, à sa 49^e session, a également transmis le projet final approuvé de dispositions relatives à l'étiquetage à publier au paragraphe 8.2: «Pays d'origine et pays de récolte» de la *Norme sur les parties florales séchées – safran* (CXS 351-2022) pour examen par la Commission en vue de traiter les dispositions en suspens concernant le pays d'origine et le pays de récolte dans la norme CXS 351-2022.
12. Le projet final de dispositions convenu pour le paragraphe 8.2 de la *Norme sur les parties florales séchées – safran* (CXS 351-2022) se lit comme suit:

8.2 Pays d'origine et pays de récolte

- a) 8.2.1 Le pays d'origine doit être indiqué.*
- b) 8.2.2 Région de récolte et année de récolte (facultatif).

*Note de bas de page: *dans le cadre de la présente norme, le pays d'origine correspond au pays de récolte.*

Recommandations

13. La Commission, à sa 49^e session, est invitée à:

- i. prendre note des neuf conclusions adoptées par le CCFL, à sa 49^e session, dans le document CX/CAC 26/49/14 Add.2;
- ii. envisager de les transmettre au CCSCH afin de faciliter les délibérations futures sur des questions similaires relatives au pays d'origine et au pays de récolte;
- iii. adopter les dispositions proposées au paragraphe 12 ci-dessus pour le paragraphe 8.2 de la *Norme sur les parties florales séchées – safran* (CXS 351-2022).

C. MANDAT DU COMITÉ DU CODEX SUR LES FRUITS ET LÉGUMES TRAITÉS (CCPFV)

14. La Commission, à sa 48^e session (2025), dans le cadre du changement de pays désigné responsable du CCPFV, est convenue de réexaminer le mandat du CCPFV lors de la 49^e session de la Commission².
15. Le document CX/CAC 26/49/14-Add.3 présente un document de travail sur la révision du mandat du CCPFV, préparé par la République de Corée, le secrétariat du CCPFV et le secrétariat du Codex.

Recommandations

16. La Commission, à sa 49^e session, est invitée à examiner les recommandations figurant au paragraphe 27 du document CX/CAC 26/49/14-Add.3.

D. MANDAT DU COMITÉ DU CODEX SUR LE POISSON ET LES PRODUITS DE LA PÊCHE (CCFFP)³

17. Lors de la 36^e session du CCFFP (2024), une proposition visant à inclure les «algues marines» dans le mandat du CCFFP a été examinée, et la Commission, à sa 47^e session (2024), a été informée de l'intérêt considérable que suscitent les travaux futurs du Codex sur les algues marines et autres algues⁴.
18. Lors de la 37^e session du CCFFP (2026), la FAO a proposé une modification du mandat et du nom du CCFFP, soulignant qu'au vu de la transformation significative que connaissait le secteur mondial de la pêche et de l'aquaculture, il était jugé opportun et stratégique d'entamer des discussions sur la révision du mandat du CCFFP et, par conséquent, en fonction de la décision prise concernant ce mandat, également du nom de ce comité⁵.
19. Le CCFFP, à sa 37^e session, a convenu d'informer le Comité exécutif, à sa 90^e session, et la Commission, à sa 49^e session:
- i. de l'examen par le CCFFP, à sa 37^e session, de la nécessité de réviser le mandat du CCFFP afin de mieux refléter le rôle croissant des produits aquacoles dans l'approvisionnement alimentaire aquatique mondial et, par conséquent, également le nom de ce comité
 - ii. de la proposition formulée à sa 37^e session visant à réviser légèrement son mandat, comme suit:
«Élaborer des normes mondiales pour les produits alimentaires aquatiques, qu'ils soient vivants, frais, congelés (et surgelés) ou transformés d'une autre manière.»

Recommandations

20. La Commission, à sa 49^e session, est invitée à:

- i. prendre note de l'examen par le CCFFP, à sa 37^e session, de la nécessité de réviser le mandat du CCFFP; et

² REP25/CAC, paragraphe 184.

³ REP26/FFP, paragraphe 121.

⁴ REP24/FFP, paragraphe 41.

⁵ FFP37/CRD04.

- ii. envisager d'approuver la révision du mandat du CCFFP que ce dernier a proposé à sa 37^e session, afin d'y inclure tous les produits alimentaires d'origine aquatique, comme suit: «Élaborer des normes mondiales pour les produits alimentaires aquatiques, qu'ils soient vivants, frais, congelés (et surgelés) ou transformés d'une autre manière».

E. PRATIQUES DE TRAVAIL EN VUE DE L'INCORPORATION ET DE L'APPROBATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ADDITIFS ALIMENTAIRES EXAMINÉES PAR LES COMITÉS S'OCCUPANT DE PRODUITS ET LES COMITÉS DE COORDINATION⁶

21. Lorsqu'il examine les dispositions relatives aux additifs alimentaires dans les normes relatives à des produits, le Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA) concentre généralement ses discussions sur les deux processus suivants: i) l'approbation des dispositions relatives aux additifs alimentaires dans les projets de normes; ii) l'harmonisation des dispositions relatives aux additifs alimentaires dans les normes adoptées avec la *Norme générale sur les additifs alimentaires* (NGAA, CXS 192-1995). Le CCFA a toujours traité l'harmonisation des dispositions relatives aux additifs alimentaires dans les normes de produits **adoptées** et l'approbation des dispositions relatives aux additifs alimentaires dans les **projets** de normes relatives à des produits en tant que processus distincts. L'harmonisation était effectuée rétrospectivement afin d'harmoniser les normes existantes avec la NGAA, tandis que l'approbation servait d'étape d'examen immédiat afin d'approuver les projets de dispositions relatives aux additifs alimentaires avant leur adoption par la Commission du Codex. Cette approche a parfois entraîné des problèmes d'efficacité et des incohérences temporaires entre les normes portant sur des produits et la NGAA.
22. À l'issue de débats menés pendant plusieurs sessions, le CCFA, à sa 56^e session (2026), a adopté de nouvelles pratiques de travail afin d'éviter à l'avenir toute divergence entre les dispositions relatives aux additifs alimentaires figurant dans la NGAA, les normes sur les produits et d'autres textes connexes du Codex. Désormais, les processus d'approbation et d'harmonisation seront menés simultanément. Les nouvelles pratiques de travail ont été publiées sur le site web du Codex sous forme de document d'information à titre de référence⁷.
23. En outre, le CCFA, à sa 56^e session, a décidé:
 - i. d'inscrire, lors de ses futures sessions, un point spécifique à l'ordre du jour concernant l'incorporation et l'approbation des dispositions relatives aux additifs alimentaires (et aux auxiliaires technologiques) dans les normes du Codex (au titre du point de l'ordre du jour consacré à la NGAA);
 - ii. d'utiliser le plan de communication et de participation (CX/FA 26/56/12, annexe II) pour appuyer à la fois la mise en œuvre initiale et l'application continue des pratiques de travail.

Recommandations

24. La Commission, à sa 49^e session, est invitée à:
 - i. prendre note des nouvelles pratiques de travail relatives à l'incorporation et à l'approbation des dispositions relatives aux additifs alimentaires pour les comités s'occupant de produits et les comités de coordination;
 - ii. encourager les membres disposant d'une expertise pertinente dans les travaux du CCFA à soutenir la mise en œuvre des nouvelles pratiques de travail;
 - iii. encourager les comités s'occupant de produits et les comités de coordination à mettre en œuvre ces pratiques de travail de manière efficace et cohérente.

F. PLANS D'ÉCHANTILLONNAGE DE L'HISTAMINE POUR LES NORMES RELATIVES AU POISSON ET AUX PRODUITS DE LA PÊCHE⁸

25. Le Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS), à sa 44^e session (2025), ayant parachevé ses travaux avec un document d'information destiné à appuyer la mise en œuvre des *Directives générales sur l'échantillonnage* (CXG 50-2004) et des outils pertinents⁹, le Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (CCFH), à sa 55^e session, a examiné les travaux en cours sur les plans d'échantillonnage pour l'histamine figurant dans les 11 normes sur le poisson et les produits de la pêche, qui avaient été suspendus dans l'attente des mises à jour du CCMAS.

⁶ REP26/FA, paragraphe 169, annexe XIV

⁷ https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/codexalimentarius/committee/docs/INF_CCFA_WPf.pdf.

⁸ REP26/FH, paragraphe 15

⁹ Disponible à l'adresse

https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/codexalimentarius/committee/docs/INF_DOC_MUf.pdf.

26. Le CCFH, à sa 55^e session (2025), a demandé que la Commission, à sa 49^e session, renvoie au CCFFP les travaux visant à définir des plans d'échantillonnage appropriés pour l'histamine, pour les 11 normes sur le poisson et les produits de la pêche; et informe le CCFFP de cette demande, ainsi que des travaux en cours du CCFH et des rapports connexes du GTE¹⁰ sur la question¹¹.
27. Le CCFFP, à sa 37^e session¹², a confirmé que, sous réserve de la décision qui sera prise à la 49^e session de la Commission, il serait disposé à élaborer des plans d'échantillonnage appropriés pour l'histamine figurant dans les 11 normes sur le poisson et les produits de la pêche, comme réclamé par le CCFH à sa 55^e session.

Recommandations

28. La Commission, à sa 49^e session, est invitée à décider s'il convient de renvoyer au CCFFP les travaux visant à élaborer des plans d'échantillonnage appropriés pour l'histamine figurant dans les 11 normes sur le poisson et les produits de la pêche.

G. ORIENTATIONS SUR L'INTÉGRATION DES TEXTES DU COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES (CCFICS) AUX NORMES RELATIVES AUX PRODUITS¹³

29. Prenant note de la section 2.6. «Format des normes des comités du Codex» du *Manuel de procédure du Codex*, le CCSCH, à sa 8^e session (2025), a demandé au Comité exécutif et à la Commission d'envisager de fournir des orientations supplémentaires sur la meilleure façon d'intégrer les textes du CCFICS dans les normes des comités s'occupant de produits, afin d'adopter une approche plus intégrée pour l'inclusion d'autres outils liés au commerce équitable susceptibles de rappeler aux utilisateurs des normes alimentaires comment traiter des questions telles que la fraude alimentaire, la traçabilité et le suivi des produits, entre autres.

Recommandations

30. La Commission, à sa 49^e session, est invitée à examiner comment répondre à la demande d'orientations sur la question de savoir si et comment les textes du CCFICS pourraient être intégrés dans les normes sur les produits, en tenant compte du format actuel des normes sur les produits et de la nature des textes élaborés par le CCFICS, et à formuler des recommandations sur les prochaines étapes.

H. PROJET DE LIMITES MAXIMALES DE RÉSIDUS (LMR) POUR LA SOMATOTROPINE RECOMBINANTE (STBr)¹⁴

31. La Commission, à sa 49^e session, est invitée à noter que la Commission, à sa 38^e session (2015), est convenue de maintenir les projets de LMR pour la somatotropine recombinante (STBr) à l'étape 8 afin de laisser plus de temps pour parvenir à un consensus et a décidé que les projets de LMR continueraient à être inscrits à l'ordre du jour de la Commission du Codex et à faire l'objet de débats.

¹⁰ REP19/FH, paragraphes 40 à 47; CX/FH 18/50/6; CX/FH 18/50/6 Add. 1; CX/FH 18/50/6 Add. 2; FH50/CRD06

¹¹ REP26/FH, paragraphe 15

¹² REP26/FFP, paragraphe 87

¹³ REP26/SCH, paragraphe 26, alinéa ii

¹⁴ REP15/CAC, paragraphe 62